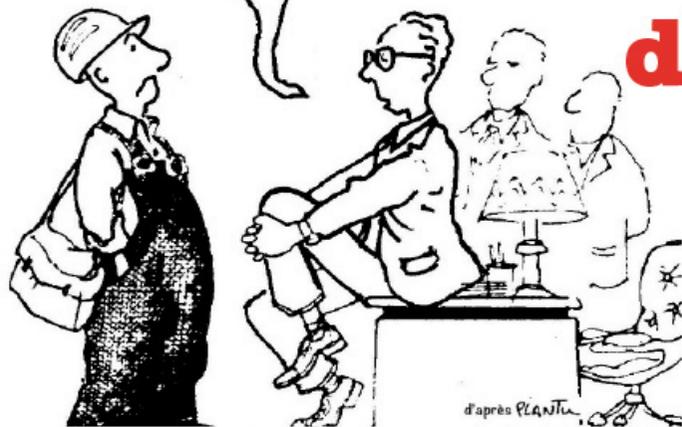


Ensemble



« Petit Livret de survie politique au temps de la pandémie »

QUE DIRIEZ-VOUS, MON AMI,
D'ÉCHANGER VOTRE SANTÉ CONTRE CELLE
DE NOTRE ENTREPRISE ?



**La santé
d'abord !**

**Planète à l'arrêt, mondialisation contaminée :
Construisons une alternative de gauche et
écologiste !**



@Ensemble.frontdegauche



contact@ensemble-fdg.org



@Ensemble_FdG

Edito

(Ce livret est l'aboutissement de contributions issues de l'EAN et des commissions)

L'irruption du Coronavirus paralyse le monde mais c'est une mondialisation déjà contaminée qui met la planète à l'arrêt. Pour la sauver, construisons une alternative de gauche et écologique.

Que des milliards d'êtres humains vivent simultanément le même évènement est sans doute suffisamment rare pour qu'il ait "un monde d'après". Mais pour faire face à l'épidémie, le recours à l'« Union nationale » et l'affirmation intempestive de la souveraineté ne règlent rien mais sont porteurs de tous les dangers. Les méthodes autoritaires du gouvernement font douter que nous soyons encore dans un état de droit démocratique, avec des répressions systématiques, notamment dans les quartiers populaires.

Repli nationaliste, réflexes de violence, voilà les dérapages possibles des conduites autoritaires. Cela préfigure de façon alarmante la gestion des futures crises d'ampleurs notamment sur le plan écologique.

Sommaire

I. Orientation politique suite au Coronavirus

- p. 3 - Vers un monde inhabitable ?
- p. 4 - L'universel mis à mal
- p. 5 - Macron sur la sellette
- p. 6 - Le moment de basculement est possible
- p. 7 - Que peut l'Etat/ Promouvoir l'auto-gestion
- p. 8 - Pour un conseil national citoyen

II. Propositions des commissions thématiques

- p. 9 - Rouvrir les écoles ? Avec des garanties !
- p.10 - Pas de sécurité= pas de travail imposé !
- p.11 - Santé : répondre aux besoins !
- p. 12 et 13 - Fiscalité
- p. 14 - Reconversion économique et écologique :

Vers un monde inhabitable ? Le covid est aussi un signal d'alarme !

Cette crise « sanitaire » est révélatrice d'un monde qui se désagrège toujours un peu plus :

La propagation du néolibéralisme.

La propagation du virus a produit un court-circuit économique mondial en raison des surcharges qu'impose le capitalisme : flux tendus des produits arrivant sur les marchés après de longues distances, priorité aux valeurs économiques au détriment des biens utiles, fonctionnement marchand des services publics, perte d'autonomie vitale des peuples.



Incompatibilité entre le capitalisme prédateur et l'écosystème humanité/nature

Le capitalisme c'est avant tout le bouleversement du climat et l'extinction des espèces. Et selon des recherches scientifiques, la destruction des habitats naturels d'animaux sauvages, et/ou les élevages intensifs (fermes usines) ont probablement permis la possibilité aux virus mutant de franchir la barrière des espèces. Mais cette révélation mondiale peut être un signal d'alarme pour une revalorisation urgente de notre rapport à la nature et pour agir contre la dictature du profit. Ces deux mobilisations doivent être menées simultanément.

L'universel mis à mal

Face au défi, les réactions internationales sont désastreuses. Au lieu des convergences dans le domaine sanitaire, la recherche fondamentale, les moyens matériels (tests, respirateurs, masques), les Etats et les institutions internationales ont décidé la fermeture des frontières, l'abandon des réfugiées, des sans-papier, des sans-domiciles, dans des camps ou des îlots d'insalubrité.

L'ONU aux abonnés absents

Elle avait pourtant été créée pour faire face à des crises mondiales. Après 1945, elle avait produit des déclarations internationales sur les droits humains (1948), sur lesquelles s'appuyer pour agir. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) date de cette période. Mais ses moyens financiers sont dérisoires. Sur 5,8 milliards de dollars, 20 % vient des Etats et 80 % de dotations « volontaires », à la fois d'Etats et de « bienfaiteurs » comme Bill Gates. Ce qui entraîne une faible légitimité.

L'Union européenne (UE) : chacun pour soi

Les institutions européennes ont été contraintes d'abandonner provisoirement leurs dogmes (les règles de déficit). Mais l'UE n'a pas voulu

créer des outils financiers mutualisés (dettes publiques). Le risque est de renforcer l'opinion qu'elle ne sert décidément à rien. Le virus du Brexit peut ainsi se répandre sans pare-feu. Le proto-Etat européen se révèle une fois de plus comme une machine de dépolitisation des peuples sur les choix fondamentaux, au profit du règne de l'économie et du droit des affaires.

Dans plusieurs pays riches la crise a produit un effet de sidération. Les catastrophes étaient habituellement éloignées des contrées occidentales protégées. Les crises les plus graves ou les guerres étaient surtout localisées dans les pays pauvres. Or cela est arrivé ici. La marque de ce moment sera indélébile. D'où la demande populaire sur « le monde d'après » qui ne devra pas ressembler à celui d'avant

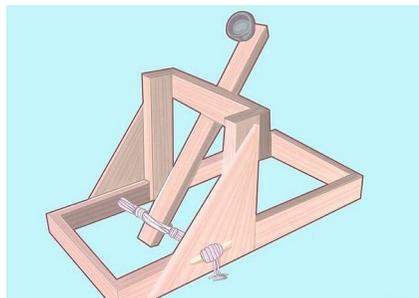
Macron sur la sellette

En France, le confinement général a été annoncé par le pouvoir dans un moment de panique (le calcul des morts si on ne fait rien) s'est accompagné de mesures autoritaires. L'exécutif a compris que l'épidémie était une menace, mais que les moyens à disposition n'étaient plus là : masques, tests, lits de réanimation, appareils respiratoires. Très vite les mensonges d'Etat sont apparus. Les mesures d'urgence sanitaire avec des attaques fortes contre le droit du travail, les mesures contre les libertés démocratiques, la répression dans les quartiers... ont provoqué de l'injustice et de la colère légitime.

La crise politique possible s'explique par l'affaissement du système de pouvoir Macron depuis l'irruption des Gilets jaunes jusqu'au mouvement contre la réforme des retraites. Une contestation permanente du pouvoir s'est installée majoritairement dans les esprits et dans la rue.

Alors éclate la dénonciation des scandales : commercialisation autorisée des masques (qui en mars étaient « inutiles »), opacité bureaucratique des décisions sur les tests, mortalité cachée dans les EPHAD, primes méprisantes lancées aux « héros » des hôpitaux, etc.

Le gouvernement devra rendre des comptes ! Une partie de la société veut contrôler, pas seulement obéir. Beaucoup de personnes ressentent une capacité autonome d'agir et le font. D'autres au contraire attendent de l'Etat qu'il s'occupe de tout au détail près, y compris en abandonnant des libertés publiques. Mais cette attitude peut conduire à l'attente d'un sauveur suprême.



Le moment de basculement est possible

**Nous ne voulons pas revenir à la normalité,
car la normalité était le problème.**

La prise de conscience existe d'un « moment » qui peut tout changer. Mais se croisent aussi des interrogations nombreuses:



Comment faire la part entre les règles collectives nécessaires et l'autonomie de jugement ? Il n'y aura pas de comportements collectifs acceptés s'ils ne font pas appel à l'intelligence, ce qui nécessite des explications de façon à développer les solidarités.

La durée de la crise amplifie son coût faramineux. Les gouvernements sont mis en situation de choisir entre la santé et la pression capitaliste pour relancer l'économie au plus vite, voire augmenter les inégalités en capitalisant encore plus la santé. Comment résister à ce retour en force de l'ordre néolibéral post 11 mai, dont on pressent la menace : casse du code du travail et manque de protection, loi d'urgence autorisant 60 heures par semaine, congés imposés ou supprimés, etc.? Et comment faire face aux licenciements de centaines de milliers de personnes ?

Que peut l'Etat ?

**Comment faire la part des choses entre la science et celle de l'injonction politique ?
La science est nécessaire mais elle est aussi traversée de controverses.**

En démocratie c'est au « politique » de décider et d'en assumer les conséquences. Quitte à faire des erreurs (que nous pouvons corriger au regard des progrès de la science). Une société aux mains des scientifiques virerait dans l'impérialisme du savoir. C'est pourtant ce que certains défendent face à l'irresponsabilité des « politiques » face au défi écologiste.

La puissance publique a la responsabilité des moyens et elle est le garant des droits

Promouvoir l'Intelligence collective et l'autogestion

Les initiatives pullulent sur le territoire. Elles vont à l'encontre de la résignation passive ou de la colère sans perspective. De toutes ces créations peuvent demain surgir de nouvelles coopératives. **Des travailleurs-euses se remobilisent déjà pour défendre leur usine** de matériel médical fermée. Dans les entreprises, les mesures barrières sont l'occasion de discuter du travail, de la santé.

Partout, il devrait être discuté publiquement des secteurs de production vitaux, et ceux qui ne le sont pas (à fermer). Syndicats, salarié-es, usagers doivent s'en mêler. Miser sur l'énergie ou les initiatives collectives, telle est la voie pour **un plan de remise en marche de la vie sociale et économique avec des choix écologiques impératifs.**

Pour un Conseil national de contrôle citoyen des pouvoirs publics

Partout sur le territoire et sur les lieux de travail, la question qui se pose est : comment fait-on ? Qui décide ?

La constitution d'un pôle de 25 organisations syndicales et associatives (issues des mouvements écologistes pour le climat) pour préparer « le monde d'après » est une bonne nouvelle. C'est le début prometteur d'un éco-syndicalisme. Nous soutenons la pétition **PlusJamaisCa**.

Syndicats, associations, collectifs citoyens, élu-es peuvent mettre en place des Conseils territoriaux pour anticiper « le monde d'après ». Le pouvoir Macron-Philippe est très critiqué. Une alternative de gouvernement nécessite un rassemblement des forces progressistes, associations, syndicats et orga politiques, unies sur un projet commun.

Cette situation exceptionnelle montre une fois de plus le caractère antidémocratique des institutions de la V^o république. La question d'une VI^o république est centrale dans ce projet.

Dans l'immédiat, Il est nécessaire que les forces populaires se rassemblent avec les organisations syndicales et associatives pour se porter candidates au contrôle national des choix politiques.

Formons dès maintenant un Conseil national citoyen !

Rouvrir les écoles ? Avec des garanties !

Le gouvernement déconfiner d'abord les plus jeunes enfants, contre les préconisations du Conseil scientifique, afin de renvoyer les parents travailler.

Des garanties sont indispensables :

- Le seuil de 15 élèves annoncé est inacceptable, 10 étant un maximum dans les écoles.
- Le gouvernement le justifie par une fracture sociale qu'il a aggravée : aucune mesure d'urgence prise pour les ménages les plus fragiles : gel des loyers, aides alimentaires, connexions gratuites.
- Une réouverture des établissements scolaires implique des conditions. Sont concernés l'ensemble des personnels du service public. Un fonctionnement sans garanties sanitaires peut relancer la propagation du virus.
- Repenser un service public d'éducation sans revenir à « l'avant » : poser les bases d'une école au plus près des élèves, des familles, d'une pédagogie renouvelée, d'une école émancipatrice.
- Les solutions assorties des moyens doivent être construites collectivement avec la communauté éducative (parents d'élèves inclus) :
 1. Utilisation des espaces, effectifs, organisation du travail entre présentiel et à distance,
 2. Mise en place d'une véritable médecine du travail, inexistante dans l'Education nationale, et d'une médecine scolaire pour repérer les malades et les personnes à risque,
 3. Plan de recrutement massif de personnels et la réduction du temps de travail.

Pas de sécurité= pas de travail imposé !

Sécurité sanitaire et droits sociaux sont indissociables.

● Dans les entreprises et les branches, cela implique :

- l'arrêt des activités non indispensables ;
- un avis conforme ou un droit de veto suspensif des représentant-es du personnel ;
- une remise en place des Comités d'hygiène et sécurité-conditions de travail (CHSCT) ;
- le libre exercice du droit de retrait en cas de danger ;
- le soutien à l'intervention de l'inspection du travail ;
- le droit de se réunir pour décider l'organisation du travail.

● Exiger l'abandon :

- des dispositions anti sociales des ordonnances issues de la loi d'urgence du 23 mars 2020 ;
- de la loi retraite et de la « réforme » de l'assurance-chômage.

● Salaires et revenus :

- Garantie à 100 % des salaires et revenus par une Sécurité sociale professionnelle incluant les allocations-chômage; revalorisation des minimas sociaux : personne en-dessous du seuil de pauvreté.
- Le Smic dot être porté à 1800 euros bruts. Ce qui implique une

augmentation des salaires de 300 euros : dans le secteur privé, dont certains métiers invisibles sont apparus en plein jour ; et dans le secteur public dont les salaires sont bloqués et que l'on veut « récompenser » par des primes indignes.

- Blocage des loyers et contrôle des prix, notamment pour les biens alimentaires.
- Égalité salariale femmes/hommes immédiate.

● Emploi :

- Le gouvernement doit afficher un blocage sur les licenciements. Les CSE doivent bénéficier d'un droit de veto suspensif.
- Mise en place des 35h réelles avec maintien du salaire, embauches et formation.

● Protection sociale :

- Reconnaissance du covid19 en maladie professionnelle pour tous les salarié-es.
- Réquisition de logements ou d'hôtels pour les SDF et l'accueil des femmes et les enfants victimes de violences, et pour le confinement des personnes malades peu symptomatiques.

Santé : répondre aux besoins !

En urgence :

- La réquisition des entreprises et des usines pharmaceutiques pour produire des tests, des masques, des respirateurs : reconstitution de stocks stratégiques en médicaments, réactifs, matériels de protection et d'analyse.
- Le droit aux tests et aux sérologies en masse. Organiser le dépistage des personnes fragiles. Renforts en personnels dans les EHPAD avec du matériel de protection et de désinfection pour tous.
- Un plan d'urgence pour la psychiatrie publique pour les troubles psychologiques et mentaux surgis pendant le confinement
- Réouverture de services et de lits dans les territoires où les manques se font sentir.
- Droit à l'IVG sur tout le territoire.
- de santé mais aussi du médicament, des biens médicaux, de la recherche sur les traitements.
- Annulation de la dette des hôpitaux ; suppression de la tarification à l'activité et du mécanisme budgétaire de l'ONDAM.
- Un budget répondant aux besoins définis par la population, les professionnels, les représentants élus territoriaux et nationaux. Il faut en finir avec les Agences régionales de santé (ARS).
- Mise sous contrôle (gestion, production) des entreprises du médicament pour aller vers un service public.
- L'hôpital n'est pas une entreprise qui vend du soin. Les soignants sont les mieux placés pour savoir ce dont ils ont besoin. Un plan de recrutement massif et de formation est nécessaire. Revalorisation des carrières et des salaires.

A planifier :

- Il n'est plus possible de confier à des intérêts privés l'organisation de la production de biens et de services essentiels pour les populations. Donc réparer et reconstruire des services publics
- La suppression du numérus clausus à l'entrée des études médicales.
- Organisation de la médecine ambulatoire dans un cadre pluriprofessionnel public, comme le démontre l'expérience des centres de santé.

Fiscalité :

L'histoire nous apprend que le moyen de sortir de crises graves (économiques, financières, sociales), passe par une fiscalité d'exception, des atteintes au droit de propriété et une intervention massive de l'Etat. La crise actuelle appelle des décisions majeures en matière de fiscalité.

Des mesures fiscales exceptionnelles épargnant les ménages modestes et les petites entreprises

- Restauration de l'ISF ;
- Augmentation de l'Impôt sur le revenu (IR) au-delà d'un seuil d'imposition (pour mémoire + 10 % de l'IR au-dessus d'un certain seuil pour l'impôt sécheresse de 1976)
- Augmentation de l'Impôt sur les sociétés (IS). L'IS est passé du taux de 50 % en 1985 à 33,33 % en 1993, puis 28% après 2017, puis 25% en 2022.
- Dividendes : forte majoration de leur imposition. Cette mesure est préférable à l'interdiction. Après 1989, pendant une période, les bénéfices distribués ou dividendes ont été taxés à 50 %, plus lourdement que les bénéfices réinvestis dans l'entreprise.
- Les pays européens et développés ont connu une évolution qui a conduit à la situation de casse des services publics. Il faudrait un accord européen pour prendre des mesures fiscales coordonnées. Mais la règle de l'unanimité en matière fiscale le rend quasiment impossible aujourd'hui.

De manière pérenne, une réforme de la fiscalité :

- Réduire les impôts proportionnels injustes : baisser la TVA de 20 à 15 % et la supprimer sur les produits de 1ère nécessité – 35 Mds €.
- Ne garder que les réductions d'impôts qui ont un intérêt pour la société : + 50 Mds
- Instaurer une taxe sur les transactions financières contre la spéculation : + 24 Mds
- Taxer les revenus du capital : + 4 Mds : abolir le Prélèvement fiscal unique (PFU) sur les revenus d'obligations, d'actions et les plus-values ; réintégrer ces revenus dans le barème de l'IR (tranches de 14 à 45 %, avec augmentation de la progressivité).
- Réorienter l'économie : moduler la fiscalité nationale et locale des entreprises en fonction de leurs comportements.
- Taxation plus lourde des véhicules les plus polluants et taxation du kérozène des avions au même titre que l'essence des automobiles
- Lutter contre la fraude fiscale et l'évasion fiscale (autour de 100 Mds € de manque à gagner)
- Augmenter la progressivité de l'impôt sur le revenu : + 14 Mds €
- Taxer davantage les patrimoines en réintroduisant l'ISF avec plus de progressivité
- Revenir à un recouvrement de l'impôt sur le revenu par les Finances Publiques (le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu par les entreprises va avoir des conséquences catastrophiques sur les rentrées fiscales de l'Etat vu le nombre de faillites en forte hausse)
- Une réforme fiscale ambitieuse permettrait de financer des services publics de qualité au service des besoins de la population et des mesures de redistribution pour une meilleure justice sociale.

Reconversion économique et écologique :

**L'avenir commence dès maintenant.
Une planification écologique doit être engagée
en lien avec les travailleurs-euses, les syndicats,
les collectifs citoyens :**

- Nationaliser oui ! mais sans intervention des salariés-es et des usager.es, c'est du capitalisme d'Etat. Il faut faire appel à l'intelligence et à l'autogestion : l'appropriation démocratique.
- Priorité au rail, pas aux avions. Priorité aux transports publics, pas aux voitures ! Faisons de la place aux pistes cyclables ! Augmentons les capacités des métros, bus et trams !
- Plan de protection thermique massif des habitats.
- Les services publics sont le bien commun : pas des partenariats avec un secteur privé qui finit par tout coloniser. Cela implique des institutions de gestion démocratique avec la population, les salarié-es.
- Développement d'ateliers de réparation des biens domestiques.
- Développement de productions agricoles en zones urbaines et soutien à l'agro-écologie ;
- Les dettes publiques doivent être mutualisées (monétisées) dans toute l'Europe et leur échéance très étalée. Les dettes de l'Afrique doivent être annulées.